



Allemagne: la «retraite active», mesure phare de l'«automne des réformes» de Friedrich Merz

Par Aude Bariéty de Lagarde, correspondante à Berlin

Le 1 octobre 2025 à 15h32

Allemagne Friedrich Merz Retraités retraites



Le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD) et le chancelier Friedrich Merz (CDU) sont réunis avec le reste du gouvernement mardi et mercredi à la Villa Borsig, à Berlin. *Michael Kappeler / REUTERS*

Le chancelier et sa coalition gouvernementale sont déterminés à procéder à de «grands changements» pour relancer la première économie d'Europe, en récession.

Wolfgang Nötzold, qui s'apprête à fêter ses 79 ans, a eu mille vies : enseignant, père au foyer, chargé de formation, expert en développement organisationnel, consultant... Son âge avancé ne l'empêche d'ailleurs pas de continuer à être actif. En plus de ses activités bénévoles, il travaille désormais à temps partiel comme « *figurant d'éclairage* » au théâtre d'Essen, en Rhénanie du Nord–Westphalie. Et est loin d'être le seul dans son entourage à avoir fait le choix de continuer à exercer une activité

professionnelle bien après l'âge de la retraite. Pourquoi? « *Par intérêt, par envie, parce que j'ai une petite pension* » - moins de 1500 euros par mois, répond le septuagénaire.

En 2014, avec Cornelia Sperling, Wolfgang Nötzold a lancé l'initiative « Mäuse für Ältere » (en allemand, « *Maus* » signifie « *souris* », mais aussi « *argent* » en langage familier, NDLR). Onze ans plus tard, leur association a trouvé son public et essaimé dans plusieurs autres villes, organisant de fréquents groupes d'échanges et relayant plus d'une vingtaine d'offres d'emploi par semaine sur une « *bourse de jobs* » en ligne. Grâce à « Mäuse für Ältere », de nombreux seniors – dont l'âge tourne en moyenne un peu en dessous de 70 ans – ont retrouvé un emploi, souvent à temps partiel, dans les secteurs sanitaire, social ou éducatif... « *Là où la société a le plus besoin de main-d'œuvre* », commente Cornelia Sperling, 75 ans. À en croire l'habitante d'Essen, toutes ces personnes âgées sont à la fois déterminées à « *améliorer leurs pensions* » et à « *rester actives* ».

Des seniors qui travaillent : c'est exactement ce que veut encourager le chancelier Friedrich Merz (CDU) via le dispositif de « *retraite active* » (« *Aktivrente* »), l'une des mesures phares de son « *automne des réformes* ». Le chef du gouvernement est bien décidé à faire évoluer le modèle social allemand, alors que la première économie d'Europe est en pleine récession. « *L'État-providence tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est plus financièrement viable* », a-t-il assuré fin août lors d'un congrès de la CDU à Osnabrück (Basse-Saxe).

Plus d'un million d'Allemands travaillent au-delà de l'âge de la retraite

Le principe de l'« *Aktivrente* »? Inciter les Allemands ayant atteint l'âge légal de la retraite à continuer à travailler ou à reprendre le travail, en exonérant d'impôts leurs revenus dans une limite de 2 000 euros mensuels, sans que cela affecte le montant de leur pension. Selon l'institut DIW, à l'heure actuelle, plus d'un million d'Allemands travaillent au-delà de l'âge de la retraite. Seuls 230.000 d'entre eux seraient concernés par cette mesure, les autres – qui occupent en majorité des « *minijobs* » – étant déjà exonérés d'impôt sur le revenu.

Le chancelier espère mettre en œuvre au début de l'année 2026 cette mesure qui fait débat jusque dans son propre camp. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer un cadeau fait aux retraités aux revenus élevés. « *La retraite active envoie des signaux contradictoires. Il est absurde d'inciter les travailleurs à prendre une retraite anticipée*

avec des incitations financières coûteuses, pour ensuite les contrer simultanément par d'autres incitations coûteuses », a par ailleurs déclaré à Bild Wolfgang Steiger, le secrétaire général du conseil économique de la CDU. À l'inverse, les fondateurs de «Mäuse für Ältere » saluent une « bonne idée », même si Cornelia Sperling estime que ce « soutien financier » ne constituera pas le « facteur décisif » qui pourrait pousser des seniors à continuer ou reprendre une vie active.

Roland Theis, député (CDU) du Bundestag, qualifie quant à lui cette proposition de « mesure de bon sens, favorable aux employeurs comme aux employés qui décident volontairement de continuer à travailler ». Dans un contexte de « manque de main-d'œuvre dans tous les domaines », ce dispositif est bienvenu, souligne-t-il. Confronté « comme tout le monde » à cette insuffisance de personnel, Heiko Sonnekalb, dirigeant de Lakal, une entreprise centenaire produisant volets roulants et portes de garage, aimerait ainsi voir des salariés partant à la retraite revenir au bout de quelques mois, s'ils en ressentent l'envie. « Il est parfaitement logique que les retraités puissent gagner de l'argent supplémentaire, s'ils en sont physiquement capables ! », estime-t-il.

«Travailler plus et plus longtemps»

D'autres membres de la CDU, non contents de soutenir cette proposition, souhaitent aller encore plus loin sur le sujet des retraites. La ministre de l'Économie Katherina Reiche a ainsi lancé un pavé dans la mare en déclarant dans une interview accordée au Frankfurter Allgemeine Zeitung fin juillet que ses compatriotes « devaient travailler plus et plus longtemps ». « Ne travailler que les deux tiers de notre vie adulte et passer l'autre tiers à la retraite ne peut constituer une solution viable à long terme. [...] L'évolution démographique et l'allongement continu de l'espérance de vie rendent inévitable une augmentation de la durée du travail », a-t-elle insisté. Outre-Rhin, l'âge légal de départ à la retraite s'établit actuellement à 66 ans et va progressivement être relevé jusqu'à 67 ans. Sans aller jusqu'à réclamer lui aussi un nouveau report de cet âge légal, le député Roland Theis rappelle que « la démographie allemande vieillissante va poser un énorme problème pour financer l'État social ». « Il va falloir trouver une solution pour payer les acquis sociaux dont nous sommes tous fiers. Et l'«Aktivrente» pourrait être une partie de cette solution », glisse l'élu de la Sarre.



L'Allemagne doit rester un pays fort. Pour ce faire, nous devons prendre des décisions qui feront avancer notre pays

Friedrich Merz, chancelier allemand

Dans un discours au Bundestag à l'occasion du débat sur le budget 2025, le 17 septembre, Friedrich Merz a confirmé que ce qu'il appelle « *l'automne des réformes* » était « *déjà lancé* ». Le 23 septembre, alors que c'était désormais le budget 2026 qui était discuté, le ministre des Finances Lars Klingbeil (SPD) a réaffirmé la volonté de l'exécutif de procéder à de « *grands changements* » plutôt qu'à des « *petits pas* ». « *L'Allemagne doit rester un pays fort. Pour ce faire, nous devons prendre des décisions qui feront avancer notre pays* », a-t-il lancé aux députés.

Reste à savoir quelles seront les marges de manœuvre du chancelier. Le patronat exige des réformes urgentes pour relancer l'économie et le lui a fermement fait savoir lors d'une rencontre tendue le 22 septembre. Cinq instituts de conjoncture ont également récemment appelé à une mise en œuvre « *rapide* » d'évolutions « *fondamentales* ». Mais les sociaux-démocrates du SPD, eux aussi convaincus de la nécessité de réformer le pays, seront-ils alignés avec leurs alliés conservateurs sur les modalités de ces changements ? Fin août, la ministre du Travail et des Affaires sociales Bärbel Bas (SPD) avait lâché un retentissant « *bullshit* » en guise de réaction aux déclarations du chef du gouvernement sur l'État-providence. L'« *automne des réformes* » s'annonce tumultueux. « *Je suis impatient de voir ce que ça va donner !* », conclut l'actif retraité Wolfgang Nötzold.

La rédaction vous conseille

- **Allemagne : relance par la dette insuffisante, les réformes urgentes, selon les instituts**
- **Pourquoi le modèle économique allemand est-il menacé d'effondrement?**
- **Le taux de chômage en Allemagne se stabilise à 6,3% en septembre**

Sur le même thème

En Allemagne, médias et politiques se désolent du « chaos » français 🇫🇷

Deux ans après le 7 Octobre, l'Allemagne cherche sa voie face à Israël 🇫🇷

Après la sortie de Friedrich Merz, l'échéance de 2035 pour la fin des moteurs thermiques est-elle encore viable ? 🇫🇷

À Sarrebruck, Macron et Merz affichent leur bonne entente dans un contexte européen tendu 🇫🇷

Mireille Mathieu, le grand retour du « rossignol d'Avignon » en France 🇫🇷

Trente-cinq ans après la réunification de l'Allemagne, «il reste un long chemin» pour l'historienne Hélène Miard-Delacroix 🇫🇷

Jean Sévillia : «Enquête chez les Sudètes, dans un pays disparu» 🇫🇷

Disparition de la RDA : la Trabant, «l'une des pires voitures» de l'histoire, redevient à la mode

En Allemagne, ce Point Alpha par où les armées soviétiques devaient envahir l'Ouest 🇫🇷

Oktoberfest : le succès de la fête de la bière de Munich ne masque pas le désamour pour la boisson houblonnée 🇫🇷
